

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SLEEVEER TECHNOLOGIES SA

ZA de Gabor
81370 Saint-Sulpice-La-Pointe

Références : 81-CRARC-2025-43
Code AIOT : 0006803627

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement SLEEVEER TECHNOLOGIES SA implanté ZA de Gabor 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. L'inspection a été annoncée le 29/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. La dernière inspection a été réalisée le 27 janvier 2020 suite à une plainte de voisinage pour nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SLEEVEER TECHNOLOGIES SA
- ZA de Gabor 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe

- Code AIOT : 0006803627
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SLEEVE TECHNOLOGIES est spécialisée dans la fabrication de films plastiques thermorétractables produits à partir de granulés plastiques chauffés puis extrudés. Le film ainsi formé est ensuite imprimé dans d'autres usines du groupe SLEEVE International afin de produire une étiquette plastique tubulaire appelée le sleeve (manchon thermorétractable) réunissant quatre fonctions : l'habillage, l'information, la protection et la promotion. Le sleeve est destiné à être posé sur un contenant pour répondre aux attentes des marchés de l'alimentaire, de la parfumerie, de la cosmétique, de la pharmacie et des produits d'entretien.

L'exploitation sur le site de Saint-Sulpice-la-Pointe a commencé en 1994 après l'obtention du récépissé de déclaration en date du 2 décembre 1994. Elle bénéficie à ce jour d'une autorisation délivrée par arrêté préfectoral en date du 3 juillet 1996 modifié portant la capacité de production à 100 tonnes/jour.

Le site emploie environ 130 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI
- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative : rubrique 2661.1.a	Lettre du 02/12/2015, article -	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Situation administrative : rubrique 2661.2.b	Lettre du 02/12/2015, article -	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Situation administrative : rubrique 2662.1	Lettre du 02/12/2015, article -	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14. de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
6	Moyens de défense contre l'incendie	AP Complémentaire du 21/06/2006, article 1er	Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens d'intervention en cas	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'accident.			
8	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2. de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
10	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
12	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Procédures prévenant la dispersion de GPI dans l'environnement	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Situation administrative : rubrique 2663.2.b	Lettre du 02/12/2015, article -	Sans objet
9	Surveillance du stockage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.8. de l'annexe I	Sans objet
11	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
13	Prévention de la pollution par les granulés de plastiques industriels	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 10 non conformités pour lesquelles des actions correctives et/ou des justificatifs peuvent rapidement être engagées/transmis par l'exploitant.

Une lettre de suite en ce sens est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

Il convient également de noter que la capacité maximale de production des machines d'extrusion

de matières plastiques est de 57 t/j. Cette activité, visée au titre de la rubrique 2661, est désormais soumise au régime de l'enregistrement. Ainsi, toutes les activités exercées par la société SLEEVE TECHNOLOGIES sont soit soumises au régime de l'enregistrement, soit soumises au régime de la déclaration. Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant l'articulation entre le régime des rubriques (enregistrement) et les règles procédurales de l'autorisation qui régissent actuellement le fonctionnement du site puisque ce dernier dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 3 juillet 1996 modifié. À ce titre, l'exploitant confirmera à l'inspection son souhait de maintenir la gestion du site selon les règles procédurales de l'autorisation ou d'évoluer vers les règles procédurales de l'enregistrement en joignant le document visé au D. 181-25-2 bis du Code de l'environnement. Dans ce dernier cas, le préfet fixera le cadre prescriptif par le biais d'un arrêté de prescriptions complémentaires qui mettra fin à l'application de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 1996 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : rubrique 2661.1.a

Référence réglementaire : Lettre du 02/12/2015, article -
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 2661.1.a
Prescription contrôlée : Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 100 t/j -> régime de l'autorisation
Constats : Les lignes de production sont présentes dans les bâtiments UP1, UP4 et UP6.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu de l'abaissement de la quantité de matière susceptible d'être traitée par extrusion au titre de la rubrique 2661.1, cette activité relève désormais du régime de l'enregistrement. Aussi, l'exploitant portera à la connaissance de monsieur le préfet du Tarn cette information avec tous les éléments d'appréciation. Ce porter à connaissance sera transmis dans un délai n'excédant pas 3 mois. Il convient de noter que cette activité, précédemment soumise à autorisation, ne sera pas soumise à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (cf article 1er qui dispose : <i>"Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2661. Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées au titre de la rubrique n° 2661"</i>).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Situation administrative : rubrique 2661.2.b

Référence réglementaire : Lettre du 02/12/2015, article -
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 2661.2.b
Prescription contrôlée : Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 19 t/j -> Régime de la déclaration
Constats : L'établissement dispose de plusieurs équipements permettant la transformation de matières plastiques par des procédés mécaniques, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• 3 broyeurs permettant de transformer les rebus de production en paillettes qui seront directement réintroduites dans le process de fabrication ;• 2 broyeurs permettant de transformer les rebus de production en granulés qui seront ensuite entreposés dans les silos de stockage ou les trémies tampon ;• 1 broyeur de bobines de films plastiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu de l'augmentation de la quantité de matière susceptible d'être traitée par broyage (+ 11 t/j), l'exploitant portera à la connaissance de monsieur le préfet du Tarn les modifications réalisées avec tous les éléments d'appréciation. Un récolement à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sera joint à ce porter à connaissance. Ce porter à connaissance sera transmis dans un délai n'excédant pas 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Situation administrative : rubrique 2662.1

Référence réglementaire : Lettre du 02/12/2015, article -
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 2662.1
Prescription contrôlée : Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant de 1 250 m ³ .

Constats : Les stockages de matières plastiques (matières premières) sont constitués de : <ul style="list-style-type: none"> • 5 silos dont 2 silos de 100 m³, 2 silos de 75 m³ et 1 silo de 50 m³ ainsi qu'environ 360 m³ en big-bags présents dans le bâtiment UPB ; • 2 silos de 100 m³ présents à proximité du bâtiment UP6 ; • 4 silos de 100 m³ présents à proximité du bâtiment UP4 ; représentant un volume global de 1360 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à respecter la valeur maximale de stockage fixée à 1250 m ³ et précisera à l'inspection les mesures prises pour y remédier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Situation administrative : rubrique 2663.2.b

Référence réglementaire : Lettre du 02/12/2015, article -
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 2663.2.b
Prescription contrôlée : Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant de 1255 m ³ .
Constats : Le stockage de matières plastiques (produits finis) est exclusivement réalisé dans le bâtiment UPF. Les quantités stockées sont de l'ordre de 450 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout dépôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. [...]. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1. 2 de la présente annexe.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise plusieurs fois par an des exercices incendie, le dernier ayant été réalisé le 17 décembre 2024. L'exploitant a remis le compte-rendu de cet exercice qui s'apparente davantage à un exercice d'évacuation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 3 mois, l'exploitant réalisera un exercice de défense contre l'incendie enrichi par plusieurs actions de terrain, avec ou sans la présence des pompiers. Le compte-rendu de cet exercice sera transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Moyens de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2006, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le réseau incendie de l'établissement est protégé, à son amont dans l'établissement, par une vanne protégée du gel.</p> <p>L'exploitant doit assurer la protection de l'établissement par au minimum 4 poteaux incendie de 100 mm normalisés ayant un débit unitaire minimum de 1000 l/min, sous une pression dynamique de 1 bar. Au moins une entrée de chaque bâtiment doit être distante, par les chemins praticables, de moins de 100 mètres du poteau le plus proche et de moins de 300 mètres du troisième poteau le plus proche ou à défaut d'une aire d'aspiration aménagée conformément à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 ayant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • accessible depuis une voie-engin ; • limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 5 mètres dans le cas le plus défavorable ; • force portante de 130 kN ; • protection des chutes d'objets ou de véhicules par l'implantation d'une bordure côté plan d'eau ; • identification par un panneau "aire d'aspiration incendie" avec mention "interdiction de stationner".
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est doté de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 poteaux incendie présents à l'intérieur des limites de propriété du site (n° 826001 d'un débit de 97 m³/h, n° 826002 d'un débit de 96 m³/h et n° 826003 d'un débit de 99 m³/h) ; • 2 points d'eau de 1000 m³ (n° 826004 et 826005) chacun référencés par le service département d'incendie et de secours.

Les poteaux sont implantés à moins de 100 mètres de l'entrée de chaque bâtiment. En revanche, les points d'eau ne disposent pas d'une aire d'aspiration aménagée, ni de panneaux indiquant "aire d'aspiration incendie" avec mention "interdiction de stationner".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai n'excédant pas 3 mois, l'exploitant mettra en conformité les points d'eau en lien avec les éventuelles recommandations formulées par le service département d'incendie et de secours. Il informera l'inspection des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident.
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
Constats : L'exploitant a transmis les différents rapports de vérification des équipements et moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, détection incendie, système d'extinction automatique, exutoires). Seul le rapport relatif à la vérification des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) en date du 13 août 2024 fait état de remarques et/ou observations telles que "fuites sur ouvrant, 2 ouvrants non fonctionnels" - "blocage mécanique de l'ouverture" - "butée

sur un moteur d'extraction" sans que l'exploitant n'ait pu justifier les éventuels travaux de mise en conformité réalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera à la mise en conformité des DENFC et informera l'inspection des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks (2662)
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks informatique précis, tenu à jour quotidiennement. Cet état est complété par un inventaire physique réalisé en fin de mois. L'exploitant n'a pas pu présenter le plan général des stockages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complétera son état des stocks en annexant un plan général des stockages. Ce plan sera transmis à l'inspection dans un délai n'excédant pas 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Surveillance du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.8. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du stockage (2662)
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

Constats :
En dehors des heures d'exploitation, une surveillance de l'ensemble de l'établissement est organisée par une société spécialisée en gardiennage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste de 7 équipements sous pression présents sur site, constitués uniquement de récipients fixes. Cette liste comporte l'ensemble des informations requises par la réglementation actuelle, sauf le type et le régime de surveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra à jour la liste des équipements sous pression en précisant : <ul style="list-style-type: none"> • le type et le régime de surveillance ; • la date de déclaration de mise en service (DMS) du réservoir X PAUCHARD n° 3754.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Inspections périodiques
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34

<p>du présent arrêté ;</p> <p>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</p> <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les équipements sous pression sont à jour de leur inspection périodique. Les comptes-rendus d'inspection, archivés par l'exploitant, ont été consultés. Aucune remarque n'a été formulée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Requalifications périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Requalifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.- Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.- Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur</p>

d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.- Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

Tous les équipements sous pression sont à jour de leur requalification périodique. L'attestation de requalification périodique du réservoir RONOT n° 8915 n'a pas pu être fourni. En revanche, la date de requalification (30/01/2017) figure bien sur la plaque constructeur du réservoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sollicitera l'organisme habilité ayant procédé à la requalification périodique du réservoir RONOT n° 8915 afin d'obtenir l'attestation ad hoc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Prévention de la pollution par les granulés de plastiques industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution par les granulés de plastiques industriels

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.

Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Constats :

Le site est doté de 3 filtres métalliques et 2 filtres en feutrine positionnés au niveau des avaloirs des chaussées extérieures et des points de rejet vers le milieu naturel. Il n'a pas été constaté la présence de granulés plastiques industriels (GPI) sur les voies de circulation, ni dans les bassins de récupération et d'infiltration des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Procédures prévenant la dispersion de GPI dans l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures prévenant la dispersion de GPI dans l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; • Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; • Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; • Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; • Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; • Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; • Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une analyse des risques et d'un synopsis relatif à la maîtrise de la déperdition des GP. Cependant, ces documents ne permettent pas de répondre aux exigences prévues par le Code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 3 mois, l'exploitant rédigera les procédures prévues par l'article D.541-362 du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois